



Assemblée générale

Distr. générale
7 juin 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 144 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Jan Piotr **Jaremczuk** (Pologne)

I. Introduction

1. À sa 3e séance plénière, le 17 septembre 1999, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session la question intitulée « Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 59e, 60e et 74e séances, les 8 mai et 2 juin 2000. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de la question par la Commission sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/54/SR.59, 60 et 74).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (A/54/697);
 - b) Rapport du Secrétaire général relatif au projet de budget pour le fonctionnement de la Mission pendant la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/54/712);
 - c) Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/841 et Add.6);
 - d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne concernant des allégations de fraude au titre des frais de voyage à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (A/54/683).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/54/L.65

4. À la 74^e séance, le 2 juin, le représentant du Pakistan, Vice-Président de la Commission et coordonnateur des consultations officieuses sur la question, a présenté un projet de résolution intitulé « Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine » (A/C.5/54/L.65).

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/54/L.65 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine¹ et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Ayant également examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne relatif à l'enquête sur des allégations de fraude au titre des frais de voyage à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine³,

Rappelant la résolution 1035 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 21 décembre 1995, par laquelle le Conseil a créé la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour une période initiale d'un an, et la résolution 1247 (1999) du 18 juin 1999, par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 21 juin 2000,

Rappelant également la résolution 1285 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 13 janvier 2000, dans laquelle le Conseil a autorisé les observateurs militaires des Nations Unies à continuer de vérifier la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka jusqu'au 15 juillet 2000,

Rappelant en outre sa décision 50/481 du 11 avril 1996, relative au financement de la Mission, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 53/233 du 8 juin 1999,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle

¹ A/54/697 et A/54/712.

² A/54/841 et Add.6.

³ A/54/683.

utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine au 30 avril 2000, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 53,6 millions de dollars des États-Unis, soit 8 % du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission au 21 juin 2000, constate qu'environ 41 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

3. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

4. *Se déclare préoccupée* par les difficultés rencontrées par le Secrétaire général pour déployer en temps utile certaines missions de maintien de la paix créées récemment, en particulier en Afrique, et leur fournir les ressources dont elles ont besoin;

5. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, en ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs;

6. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et avec efficacité de leur mandat;

7. *Prie* le Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au minimum le coût des achats à effectuer pour la Mission et, à cette fin, le prie d'accélérer la mise en œuvre du système de gestion du matériel dans toutes les missions de maintien de la paix, conformément à sa résolution 52/1 du 15 octobre 1997;

8. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport⁴, et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'elles soient intégralement appliquées;

9. *Prend note* du rapport du Bureau des services de contrôle interne relatif à l'enquête sur des allégations de fraude au titre des frais de voyage à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine³;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

11. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission, en tenant compte de ses besoins;

12. *Décide* d'ouvrir aux fins du fonctionnement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 30 juin 2000, un crédit d'un montant brut de 158 707 667 dollars (montant net : 149 375 001 dollars), comprenant un montant brut de 7 530 382 dollars (montant net : 6 372 279 dollars) à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 1 177 285 dollars (montant net : 1 047 522 dollars) pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), et, à titre d'arrangement spécial, de répartir la charge résultante entre les États Membres à raison d'un montant brut de 13 225 639 dollars par mois (montant net : 12 447 917 dollars), en se fondant sur la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993, 50/451 B du 23 décembre 1995, et 54/456 à 458 du 23 décembre 1999, et sur le barème des quotes-parts pour l'année 2000, comme arrêté dans les résolutions 52/215 A du 22 décembre 1997 et 54/237 A du 23 décembre 1999, et pour l'année 2001⁵;

13. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 12 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, soit un montant estimatif de 9 332 666 dollars;

14. *Décide en outre* que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, il sera déduit des charges à répartir conformément au paragraphe 12 ci-dessus leur part du solde inutilisé d'un montant brut de 19 642 720 dollars (montant net : 17 805 020 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 1999;

⁴ A/54/841/Add.6.

⁵ À adopter par l'Assemblée générale.

15. *Décide* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, leur part du solde inutilisé d'un montant brut de 19 642 720 dollars (montant net : 17 805 020 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 1999 sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables;

16. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par emprunt sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

17. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel participant à la Mission sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

18. *Demande* que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

19. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine ».
